



Déclaration préalable

Conseil supérieur de l'éducation du 28 mai 2026

Monsieur le président,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

La FCPE souhaite tout d'abord réagir aux déclarations récentes du ministre concernant la prise en compte renforcée de l'orthographe dans les examens. À moins d'un mois des épreuves, ces annonces ont suscité une vive inquiétude chez les élèves, les familles et les personnels. Elles ajoutent du stress à une période déjà particulièrement anxiogène pour les jeunes.

La FCPE est profondément interloquée par ces propos et par les conditions dans lesquelles ils ont été formulés. Gouverner l'école à coups d'annonces médiatiques de dernière minute n'est pas acceptable. Cela sème le trouble, crée de l'incertitude et fragilise encore davantage des élèves qui ont avant tout besoin de stabilité, de confiance et de sérénité pour préparer leurs examens.

Surtout, nous refusons que la responsabilité des difficultés rencontrées par les élèves en orthographe, en grammaire ou en maîtrise de la langue repose uniquement sur leurs épaules. Si notre système éducatif peine aujourd'hui à garantir à tous les élèves une maîtrise solide des fondamentaux, c'est aussi parce qu'il subit depuis des années des politiques qui l'ont fragilisé : enseignants absents non remplacés, classes surchargées, réduction des moyens, réformes incessantes qui désorganisent les apprentissages et épuisent les équipes éducatives.

La FCPE refuse une approche culpabilisante et punitive qui ferait porter aux élèves les conséquences des carences du système. Nous dénonçons également le caractère profondément inéquitable de telles annonces : chacun sait que, faute de cadrage clair et de préparation sérieuse, ces consignes risquent d'être appliquées de manière variable selon les correcteurs, les académies ou les disciplines. Une telle impréparation est incompatible avec l'exigence d'égalité de traitement des candidats.

Autre source de stress, à quelques jours du début de la phase principale d'admission de Parcoursup, les candidats et leurs familles abordent une période décisive avec autant d'espoir que d'inquiétude. Une nouvelle fois, la FCPE tient à rappeler une réalité : derrière les chiffres, les algorithmes et les statistiques, il y a des jeunes dont l'avenir se joue.

Trop d'élèves vivent encore cette procédure comme une succession d'incertitudes, d'attentes interminables et de choix contraints. Trop de jeunes renoncent à des ambitions, pourtant légitimes, en raison de leur origine sociale, de leur lieu d'habitation, de l'insuffisance de l'offre de formation ou encore du manque d'accompagnement. Pour la FCPE, il est urgent de mettre fin à cette logique d'orientation subie, qui touche en premier lieu les élèves des milieux populaires, les élèves ruraux, ultramarins ou encore celles et ceux qui manquent des codes permettant de décrypter le système.

L'orientation ne peut pas être une mécanique de tri social organisée sous couvert de mérite ou de gestion des flux. Elle doit redevenir un droit réel à choisir son avenir. Cela suppose des moyens humains pour accompagner les élèves, davantage de places dans les filières en tension, une information accessible et compréhensible pour toutes les familles, mais aussi une réflexion de fond sur les inégalités produites et renforcées par notre système éducatif.

La FCPE rappelle également que l'école ne peut pas continuer à ignorer les conséquences concrètes du dérèglement climatique sur les conditions d'apprentissage des élèves. Les épisodes de chaleur extrême se multiplient, y compris durant le temps scolaire, et de nombreux établissements deviennent littéralement invivables dès les premières fortes températures. Chaque année, les mêmes constats reviennent : salles de classe surchauffées, absence d'isolation adaptée, cours d'école transformés en îlots de chaleur, impossibilité pour les élèves comme pour les personnels de travailler dans des conditions dignes.

Cette situation n'est plus soutenable. Il ne suffit plus de diffuser quelques recommandations ponctuelles lors des épisodes caniculaires. Nous avons besoin d'un véritable plan national pour le bâti scolaire, associant l'Etat et les collectivités territoriales, afin d'adapter enfin les écoles et les établissements aux réalités climatiques du XXI^e siècle. Isolation, végétalisation, rénovation thermique, accès à l'eau, espaces de fraîcheur : ces investissements sont devenus une urgence éducative, sanitaire et sociale.

Mais la question climatique impose aussi d'ouvrir enfin réellement le débat sur les rythmes scolaires et le calendrier scolaire. La FCPE demande que ce sujet soit traité sérieusement, sans tabou ni postures idéologiques. L'organisation du temps scolaire doit avant tout répondre aux besoins des enfants et des adolescents, à leur santé, à leur capacité d'apprentissage et aux nouvelles réalités climatiques.

Enfin, la FCPE souhaite alerter une nouvelle fois sur l'état préoccupant de la santé mentale des jeunes. Anxiété, épuisement, mal-être, isolement, troubles dépressifs : les signaux sont désormais massifs et documentés. Pourtant, les réponses institutionnelles restent largement insuffisantes. Les élèves ont besoin de personnels formés, de temps d'écoute, d'infirmiers et d'infirmières, de médecins scolaires, de psychologues en nombre suffisant et d'un environnement scolaire moins anxiogène.

La FCPE considère qu'il s'agit d'un enjeu majeur de politique éducative et de santé publique. C'est pourquoi nous nous associerons au vœu déposé par Les Lycéens sur cette question.

Parce qu'une école réellement émancipatrice est une école qui protège, qui accompagne et qui donne à chaque jeune les moyens de construire librement son avenir, la FCPE continuera à porter une parole exigeante, combative et profondément attachée au service public d'éducation.

Je vous remercie de votre écoute.